



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

2025/12122025/17

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251212-1212202599-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025

Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



DÉLIBÉRATIONS

Le 12 décembre 2025 à 14h34 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentés :

Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES
Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Elisabeth ALAZARD
Madame Marie-Françoise MARCASSIN ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,

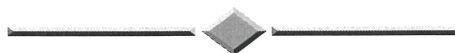
Étaient excusées :

Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Amèle MANSOURI

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 5 décembre 2025



DÉLIBÉRATIONS

**17 ORGANISATION DU SERVICE AUTONOMIE À DOMICILE (S.A.D.) - 1^{ER} JANVIER 2026 -
AUTORISATION**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le décret n°2023-608 du 13 juillet 2023 relatif à la réforme des services autonomie à domicile, précise les modalités d'application et décrit les principes d'organisation et de fonctionnement desdits services, et inclut, dans son annexe 3-0, le cahier des charges.

Cette réforme concerne le Service de Soins Infirmiers à domicile (S.S.I.A.D.) et le service prestataire d'aide et d'accompagnement à domicile (S.A.A.D.) gérés par le C.C.A.S. qui devront fusionner au 1^{er} janvier 2026 pour constituer un Service Autonomie « aide et soin », sous réserve de l'autorisation conjointe de l'Agence Régionale de Santé (A.R.S.) et du département de Seine-Maritime.

Les membres du Comité Social Territorial, réunis le 2 juin 2025, ont émis un avis favorable au principe de création d'un Service Autonomie à Domicile (S.A.D.) « aide et soin », à compter du 1^{er} janvier 2026.

Puis, le Conseil d'Administration du C.C.A.S. réuni le 27 juin 2025, a émis un avis favorable au dossier de demande d'autorisation de création du S.A.D. auprès des autorités de tutelle : le Conseil Départemental et l'Agence Régionale de Santé de Normandie. Ce dossier leur a été adressé ce même jour. Ils ont alors un délai de 6 mois pour se prononcer sur l'autorisation.

L'organisation du nouveau S.A.D. doit être conforme au cahier des charges du décret 2023-608 du 13 juillet 2023. Elle implique une nouvelle organisation de travail pour les aides à domicile, jusque-là rattachées aux 4 résidences autonomie, pour l'équipe d'encadrement du futur S.A.D. qui doit assurer la coordination de l'aide et du soin, et une gestion de l'impact sur le fonctionnement des résidences autonomie qui doit être remanié.

Sont définies également dans le cahier des charges les compétences professionnelles nécessaires à l'exécution des missions inhérentes au fonctionnement du S.A.D. :

- Une responsable du service qui exerce un rôle de gestion et d'organisation de la structure et d'encadrement du personnel. Elle s'assure de la mise en œuvre de l'ensemble des missions. Ce poste sera occupé par l'actuelle responsable du S.S.I.A.D. Elle conservera également la responsabilité de l'Equipe Spécialisée Alzheimer (E.S.A.). La répartition de son poste sera la suivante : 0.4 ETP S.A.D. « soin », 0.4 ETP S.A.D. « aide » et 0.2 ETP E.S.A. soit un total de 1 ETP.
- L'assistante administrative actuelle du S.S.I.A.D. et de l'E.S.A. conservera les mêmes missions mais elle sera affectée à l'ensemble des activités du service (aide, soin, E.S.A.) pour un ETP qui reste identique.
- La responsable de coordination est chargée de mettre en œuvre les modalités de coordination entre les secteurs de l'aide et du soin, du suivi général des prestations, de l'organisation des interventions en binôme pour les situations complexes. Ce poste sera occupé par une infirmière coordinatrice du S.S.I.A.D. actuel pour une quotité de travail qui reste affectée de manière identique (0,8 ETP : 0,30 ETP soin, 0,25 ETP aide, 0,25 ETP E.S.A.).
- Les 2 infirmières coordinatrices auront la responsabilité du secteur soin, en encadrant les infirmières (3 postes pour un total de 2,1 ETP) et les aide-soignant.es (21 postes pour un total de 15,7 ETP), et en coordonnant leurs actions. Leur quotité de temps de travail reste identique (0,7 et 1 ETP).

DÉLIBÉRATIONS

- Pour le secteur de l'aide et de l'accompagnement, Il est proposé de créer un poste de responsable du secteur aide à domicile pour 1 ETP. Ses missions consisteront à encadrer et coordonner l'activité des aides à domicile (8 postes pour 8 ETP). Son bureau sera situé au siège du S.A.D., à la Maison des Aînés.



Pour le secteur du soin, les missions des professionnels qui exercent au domicile des personnes accompagnées sont peu modifiées par rapport à celles exercées par le S.S.I.A.D. actuel, en dehors des postes de responsable du service, responsable de coordination et d'assistante administrative qui intègrent le secteur de l'aide et la coordination. Les cycles de travail restent inchangés.

Cependant, pour le secteur de l'aide, une nouvelle organisation de travail pour les aides à domicile va être mise en place. En effet, le décret 2023-608 du 13 juillet 2023 prévoit que le territoire d'intervention du secteur aide et du secteur soin doit être identique. Cela implique pour les agents aides à domicile de devoir prendre en charge des bénéficiaires en dehors des résidences autonomie.

En conséquence, plusieurs évolutions du fonctionnement du service sont prévues :

- Une prise de poste le matin dans les résidences autonomie ainsi qu'une sectorisation en fonction de la localisation des nouveaux domiciles (Saint-Filleul : secteur ouest, Bonvoisin : secteur est et Hauts de Rouen, Rose des Sables : centre-ville, Trianon : rive gauche) afin de limiter les temps de trajet,
- Une nouvelle responsable hiérarchique : la responsable du secteur aide à domicile, alors qu'auparavant les aides à domicile étaient rattachées aux responsables des résidences autonomie,
- Des temps de réunion réguliers avec leur responsable,
- Des cycles de travail identiques à aujourd'hui : 36 heures générant 6 R.T.T. (dont la journée de solidarité), répartis du lundi au samedi entre 8 h et 20 h. Les interventions des dimanches et jours fériés seront prises en charge par un autre prestataire d'aide à domicile dont les modalités seront définies par convention,
- Les plannings de travail seront disponibles 1 mois à l'avance,
- Les déplacements au-delà des résidences autonomie pourront se faire à pied, en transport en commun ou en utilisant des véhicules de service du S.A.D. en fonction de la distance à parcourir. En dernier recours l'utilisation des véhicules personnels sera possible. Les temps de trajet liés à ces déplacements seront intégrés dans le temps de travail.
- Pour les bénéficiaires ayant fait le choix du S.A.D. pour l'aide et le soin, des interventions pourront être réalisées en binôme aide-soignante/aide à domicile dans le cas de pathologies sévères.

Le Conseil d'Administration est invité à approuver les modalités de fonctionnement et d'organisation du nouveau Service Autonomie à Domicile.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002, rénovant l'Action Sociale et Médico-Sociale,

VU la Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU la Loi n° 2024-317 du 8 avril 2024 portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir et de l'autonomie,

VU le Décret n° 2023-608 du 13 juillet 2023 relatif à la réforme des services autonomie à domicile,

DÉLIBÉRATIONS

2025/12122025/17

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251212-1212202599-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025

Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

VU le Code Général de la Fonction Publique Territoriale notamment son article L423-3,

VU le Code d'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L.312-1 et L.312-3,

VU l'Arrêté portant création du Service Autonomie à Domicile (S.A.D.) aide et soin géré par le C.C.A.S. de Rouen signé conjointement par l'A.R.S. et le Département de la Seine-Maritime en date du 10 décembre 2025,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 26 septembre 2024 relative à la création d'un Service Autonomie à Domicile à compter du 1^{er} janvier 2026,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 27 juin 2025, relatif à la demande d'approbation du dossier d'autorisation de création d'un service autonomie à domicile,

VU l'Avis du Comité Social Territorial du 2 juin 2025,

VU l'Avis du Comité Social Territorial du 11 décembre 2025,

CONSIDÉRANT l'obligation pour le C.C.A.S. de se conformer au cahier des charges annexé au Décret n°2023-608 du 13 juillet 2023 en matière d'organisation et de fonctionnement du Service Autonomie à Domicile,

CONSIDÉRANT les nouvelles modalités de fonctionnement du Service Autonomie à Domicile,

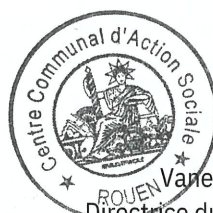
CONSIDÉRANT la volonté du C.C.A.S. de renforcer la qualité des services à domicile en faveur des aînés de Rouen.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, approuve les modalités de fonctionnement et d'organisation du nouveau Service Autonomie à Domicile.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.